

Cote du document:	EB 2007/92/R.40
Point de l'ordre du jour:	13 c)
Date:	30 octobre 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président**

### **Proposition de don pour un pays spécifique à l'Organisation internationale du travail pour le**

### **Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal**

Conseil d'administration — Quatre-vingt-douzième session  
Rome, 11-13 décembre 2007

---

Pour: **Approbation**

## **Note aux Administrateurs**

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

### **Kati Manner**

Chargée de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2790  
courriel: [k.manner@ifad.org](mailto:k.manner@ifad.org)

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

### **Deirdre McGrenra**

Fonctionnaire responsable des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: [d.mcgrenra@ifad.org](mailto:d.mcgrenra@ifad.org)

## **Table des matières**

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>iii</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>
<b>Annexe</b>	
Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal	3
<b>Appendice</b>	
Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)	1

## **Sigles et acronymes**

OAC	Organisation à assise communautaire
OIT	Organisation internationale du travail
PFT	Prestataires de formation technique

## **Recommandation d'approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don pour un pays spécifique à l'Organisation internationale du travail pour le Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal, telle qu'elle figure au paragraphe 7 de la page 2.



## **Proposition de don pour un pays spécifique à l'Organisation internationale du travail pour le Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don pour un pays spécifique à l'Organisation internationale du travail d'un montant de 870 000 USD.

### **Première partie – Introduction**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au projet de l'Organisation internationale du travail (OIT).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport: Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal.
3. Les objectifs et la teneur du projet considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de dons approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003 sont les suivants:
  - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact au niveau du terrain; et/ou
  - b) renforcer les capacités utiles aux pauvres des institutions partenaires, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes de savoir traditionnels locaux/autochtones adaptées aux sexospécificités et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires impliqués dans des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage parmi les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.

6. Le don proposé dans le présent document s'inscrit dans les objectifs stratégiques cités plus haut dans la mesure où il ouvre des perspectives d'emploi agricole et extra-agricole et de création d'entreprises.

## **Deuxième partie – Recommandation**

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal, accordera un don ne dépassant pas huit cent soixante-dix mille dollars des États-Unis (870 000 USD) à l'Organisation internationale du travail à l'appui d'un projet de deux ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Lennart Båge

# Projet de renforcement des compétences pour l'emploi au Népal

## I. Contexte

1. Avec une population de 24 millions de personnes et un PIB par habitant de 312 USD (2005), le Népal est l'un des pays les plus pauvres au monde. Plus de dix années de conflit ont coûté la vie à 14 000 personnes au moins et ont provoqué quelque 600 000 déplacements à l'intérieur du pays. En outre, on estime à plus de deux millions le nombre de réfugiés en Inde. Même si le Népal reste une économie rurale et agraire – plus de 84% de la population réside en milieu rural et 70% tire ses revenus de l'agriculture –, la contribution de l'agriculture au PIB a chuté de façon constante au cours des vingt dernières années (40% en 2005).
2. En 2004, la population active du Népal regroupait environ 12 millions de personnes, avec un taux de croissance annuelle de 2,3%. Dans un pays où le sous-emploi dépasse 40%, les possibilités de travail sont extrêmement limitées et près de 90% de la population active travaille dans le secteur informel. Face à l'absence de reprise de l'économie, de nombreux jeunes Népalais cherchent un emploi à l'étranger. Les envois de fonds sont devenus une source importante de revenus au plan national. Le manque de formation adéquate des travailleurs en partance et la mauvaise gestion du processus d'emploi ont toutefois empêché le développement du fort potentiel de revenu que constitue la force de travail.
3. Le récent succès du «Deuxième mouvement populaire» a porté le conflit à son terme; conflit qui, au cours des dix dernières années, naissait de l'impossibilité, pour une grande partie de la population, d'accéder à l'activité économique – même à la forme la plus essentielle de moyens durables de subsistance. L'écart croissant entre la force de travail potentielle et les offres d'emploi dans les secteurs public et privé n'a fait qu'aggraver le sentiment de frustration ressenti par de nombreux jeunes, pour la plupart ne fréquentant plus l'école et se trouvant confrontés à des difficultés provoquées par différents facteurs socioéconomiques. La pauvreté étant l'une des causes profondes de l'agitation sociale, il est essentiel de promouvoir l'aptitude au travail et l'insertion professionnelle des populations défavorisées.
4. Au cours des dix dernières années, le taux de chômage au Népal est passé de 32 à 42%. Les sept millions de jeunes (15-29 ans) représentent une large proportion de cette force de travail. Depuis l'avènement de la paix en avril 2006, on estime à 35 000 le nombre de combattants maoïstes qui doivent maintenant réintégrer la vie civile. Au lendemain du conflit, la recherche et la création d'emplois pour les combattants constituent, dans une société touchée par la pauvreté, un défi prioritaire au Népal.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Le projet proposé vise à contribuer aux efforts de réintégration des jeunes touchés par le conflit, notamment des ex-combattants, dans leurs communautés des districts de l'extrême-ouest du Népal en assurant leur formation et le renforcement de leurs compétences dans des sous-secteurs offrant des perspectives d'emploi. Le projet tiendra compte des possibilités d'emploi à l'étranger, en particulier en Inde, et aidera les personnes désireuses de partir à améliorer leurs compétences, accroissant ainsi leurs possibilités d'obtenir un emploi et des revenus meilleurs.
6. Le projet est en harmonie avec les récentes options stratégiques pour le programme-pays axé sur les résultats au Népal, lesquelles proposaient la formulation d'un projet de renforcement des compétences début 2007 afin de répondre aux besoins en matière de développement des capacités et d'emploi parmi les jeunes touchés par le conflit (y compris les ex-combattants) dans les zones reculées du Népal. Le projet proposé cherche à contribuer aux efforts de

réconciliation et de reconstruction post-conflit et accorde la priorité aux jeunes des zones collinaires et montagneuses où le chômage est l'une des principales causes de la violence et de l'insurrection.

7. Le projet est conforme à la politique du FIDA en matière de prévention des crises et de redressement, qui spécifie le mandat et le rôle du FIDA en référence aux exigences transitoires de secours et de développement dans les pays sortant d'un conflit, et souligne la nécessité d'interventions destinées à renforcer la résilience des populations, à rétablir les moyens de subsistance et la dignité des personnes et à enrayer l'escalade de la violence. Durant la période de transition, la politique du FIDA recommande l'organisation d'une formation axée sur les moyens de subsistance et l'élaboration de programmes consacrés à l'emploi, dans le cadre de programmes de réintégration et en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies tels que l'OIT.
8. Le projet proposé vient à l'appui des objectifs de renforcement des capacités de la politique du FIDA en matière de dons dans la mesure où il met l'accent sur l'accroissement des compétences et de la collaboration au sein des trois secteurs impliqués dans les efforts de promotion de la qualification de la force de travail: les instituts officiels de formation et les collectivités locales, la société civile (communautés/ONG/organisations à assise communautaire [OAC]) et le marché (industries locales, organisations commerciales).

### III. Le projet proposé

9. Le but d'ensemble du projet est de multiplier, grâce à l'amélioration des perspectives en matière d'emploi, les options offertes aux jeunes des districts situés dans l'extrême-ouest du pays pour assurer leur subsistance.
10. Le principal objectif est l'insertion professionnelle des jeunes ayant bénéficié d'une formation, six mois au plus tard après la fin de cette formation, dans les districts cibles, dans d'autres régions ou à l'étranger. Le groupe cible sera constitué des jeunes touchés par le conflit – victimes ou ex-combattants –, déplacés à l'intérieur du pays et appartenant à la tranche d'âge 16-35 ans; celle-ci a été choisie sur la base du système en vigueur dans la plupart des programmes de formation professionnelle au Népal et est conforme à la pratique tant internationale que de l'OIT. Les démarches retenues par le projet afin de garantir l'insertion professionnelle sont: i) la formation obligatoire sur le tas afin de faciliter l'insertion et de fournir une expérience pratique; ii) la mobilisation (groupes de pression et sensibilisation), par les ONG partenaires présentes sur le terrain dans leurs districts respectifs, en faveur de l'insertion des jeunes formés; et iii) la création de coopératives afin de créer des possibilités d'emploi collectif.
11. Les résultats escomptés sont les suivants:
  - Les jeunes sont formés et en mesure de satisfaire les demandes du marché de l'emploi dans les districts de l'extrême-ouest du Népal.
  - Les entreprises, dirigées par des jeunes formés au modèle coopératif, sont opérationnelles et fonctionnent bien.
  - Les capacités des prestataires de formation technique (PFT) et la collaboration entre les différentes parties prenantes se sont améliorées.
12. Les composantes de ce projet biennal sont au nombre de six:
  - **Composante 1: programme de formation fondé sur les besoins.** Une évaluation détaillée des besoins en formation en vue de l'insertion professionnelle, dans les huit districts cibles et dans d'autres régions, sera réalisée et des modules de formation (programme et manuel) seront élaborés. La formation tiendra compte du marché de l'emploi dans la

région ainsi que des marchés internationaux potentiels (par exemple, Inde, Malaisie, pays du Golfe).

- **Composante 2: mise en œuvre de la formation.** Les candidats à la formation seront sélectionnés sur la base de critères préétablis. Au moins 1 200 jeunes seront formés et, en étroite collaboration avec les OAC/ONG et les entreprises et industries, un emploi sera garanti à 70% au moins de jeunes formés, six mois au plus tard après la fin de la formation.
- **Composante 3: versement d'un subside aux jeunes formés.** Les districts verseront un subside aux jeunes nécessiteux, conformément à des critères et procédures préétablis.
- **Composante 4: collaboration et renforcement des capacités des intervenants.** Une liste des intervenants et des partenaires identifiés dans la région et en dehors sera dressée afin de promouvoir la durabilité et le succès du projet. La sensibilisation sera encouragée concernant les besoins et les possibilités en matière de formation ainsi que les exigences relatives à l'élaboration des programmes.
- **Composante 5: création de coopératives.** Un plan opérationnel d'activité pour les coopératives sera élaboré dans les districts ciblés par le projet. Un certain nombre de jeunes ayant bénéficié d'une formation seront sélectionnés afin de recevoir une formation additionnelle à la gestion des coopératives. Un appui technique et logistique sera fourni périodiquement pour la gestion des coopératives.
- **Composante 6: système de gestion de la qualité.** Un organisme d'exécution partenaire et des prestataires de services seront sélectionnés, et une équipe de gestion efficiente et efficace sera mise en place dans la zone du projet.

#### IV. Résultats et avantages escomptés

13. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- Formation et insertion professionnelle de la population cible (victimes/ex-combattants, jeunes déplacés dans le pays et socioéconomiquement défavorisés).
- Mise en pratique d'une nouvelle démarche en vertu de laquelle la formation est synonyme de garantie d'emploi pour les jeunes touchés par le conflit et les ex-combattants.
- Expérimentation d'un système de formation en vue du cofinancement potentiel et de l'instauration de partenariats en matière d'acquisition de compétences.
- Promotion de la sensibilisation en référence aux besoins et possibilités de formation et renforcement de la collaboration entre les instituts officiels de formation et les collectivités locales, la société civile (communautés/ONG/OAC) et le marché (industries locales, organisations commerciales).

#### V. Modalités d'exécution

14. Le projet sera coordonné par l'OIT, bénéficiaire du don, qui garantira la collaboration avec les autres projets de formation professionnelle dans le cadre des efforts déployés pour développer et fournir une formation professionnelle coordonnée et harmonisée. Un contrat sera passé avec une organisation partenaire pour la mise en œuvre des activités dans les districts de l'extrême-ouest. Cette organisation aura pour compétence de base la formation professionnelle et le renforcement des compétences, notamment l'élaboration de modules et programmes de formation; elle aura aussi des compétences et une vaste

expérience des opérations de terrain et sera à même d'assurer le suivi, la documentation et l'établissement de rapports sur les activités du projet. Les PFT locaux, les ONG et les OAC appuieront la mise en œuvre des activités de formation dans la zone du projet.

15. La responsabilité d'ensemble du bénéficiaire aura trait au suivi et à l'établissement de rapports, en temps utile, sur les activités du projet. L'organisme d'exécution partenaire sera responsable du suivi au niveau du projet et supervisera les activités des PFT et des ONG concernées. Des mécanismes de suivi au niveau du projet seront élaborés, en particulier des systèmes de suivi-évaluation participatifs. Les outils, listes récapitulatives et structures nécessaires seront régulièrement revus afin d'englober les éléments du projet relatifs tant à la formation qu'à la capacité d'insertion professionnelle. Un comité de coordination du projet fournira un appui technique. Les résultats seront présentés dans des rapports semestriels et périodiques.

## VI. Coût et financement indicatifs du projet

16. Le FIDA financera le projet à hauteur de 870 000 USD. Les cinq catégories de dépenses sont les suivantes: i) dépenses de personnel (14,9%); ii) dépenses de fonctionnement (2,6%); iii) dépenses d'investissement (2,5%); iv) dépenses relatives au programme de formation (63,4%); et v) gestion du programme (16,6%).

### Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	129 800
Dépenses de fonctionnement	22 600
Dépenses d'investissement	21 700
Dépenses relatives au programme de formation	551 900
Gestion du programme	144 000
<b>Total</b>	<b>870 000</b>

17. La contribution de l'OIT sera en nature et comprendra la mise à disposition des bureaux, de l'équipement et de l'appui administratif nécessaires pour la coordination du projet.

## Results-based logical framework

Objectives	Narrative Summary	Performance Indicators	Means of Verifications (MOVs)	Assumptions
<b>GOAL</b>	<b>Youth in the far western districts have increased livelihoods options through improved employment opportunities</b>			
<b>OUTCOMES</b>	<p>A. <b>Youth are trained and made employable as per the market demand in far western districts of Nepal</b></p> <p>B. <b>Two model enterprises run in cooperative model by trained youth are in place and functioning well</b></p> <p>C. <b>Capacity of the technical training providers enhanced collaboration strengthened</b></p>	<p>(a) By the end of 2 years, at least 60% of the trained youth with below class 10 education in 8 of the far western districts (Darchula, Bajhang, Bajura, Baitadi, Doti, Dadeldhura, Kanchanpur and Kailali) have been employed in and outside the districts within 6 months after completion of the training programmes</p> <p>(b) Eight cooperatives employing at least 10 youth in each target district start sharing profit by the end of second year of establishment</p> <p>(c) Increased awareness on the training and curricula development needs. Collaboration between formal training institutions, local government, civil society and the market strengthened through joint activities and projects</p>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Final evaluation report</li> <li>2. Periodical progress reports</li> <li>3. Tracer study of trained youth (sample) by Nov. 2009</li> <li>4. Audit reports and balance sheet of the cooperatives</li> <li>5. Management plan of cooperatives</li> </ol>	Economic and security situation do not further deteriorate
<b>OUTPUTS</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Appropriate training packages refined and/or developed as per the needs for training delivery.</li> <li>2. Appropriate and quality training to targeted youth provided for employability</li> <li>3. Stipend to deserving youth provided for affordability</li> <li>4. Network among likeminded agencies in the region established and functional</li> <li>5. Technical and financial support to establish two model cooperatives provided</li> <li>6. Management system to deliver quality services in place.</li> <li>7. Mapping and database on vocational training opportunities developed.</li> <li>8. Workshops to raise awareness and strengthen collaboration organised</li> </ol>	<p><b>By the end of two years:</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1.1 Detail assessment of training needs of youth for employability in the district and outside confirm the preliminary list set at the time of planning and changes are incorporated accordingly</li> <li>1.2 At least seven training packages (training curriculum and manual) as per needs of the market and the youth made ready for implementation and replication by others</li> <li>2.1 At least one competent NGO in each district select appropriate youth for training with necessary aptitude and deviation is less than 10% in total</li> <li>2.2 At least 1200 youth are trained in selected TTPs of which at least 50% are female, dalit and Janajatis from poor segment of the region; and 30 % are conflict affected/victims and ex-combatants</li> <li>2.3 Within 6 months of training completion at least 60% of them are employed</li> <li>3. Maximum 80% of youth receive full and partial stipend according to established criteria and procedures</li> <li>4. Other agencies also share at least 20 percent of the project's subsidy to trainees</li> <li>5. At least 24 trained youth capacitated to establish and manage the cooperatives in 8 districts</li> <li>6. Cooperative Management Committee in each district well functioning and take ownership</li> <li>6.1 A lean project management team stationed at Dhangadi is functioning well as per the set ToR</li> <li>6.2 Achievement is at least 90% of planned activities with required quality</li> <li>7. Information from the mapping and database made available and benefit organisations involved in the vocational training sector</li> <li>8. At least 4 workshops organised for public and private sector organisations to strengthen collaboration</li> </ol>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1.1 Detail need assessment report</li> <li>1.2 Training curricula and manuals</li> <li>2. List of selected NGO in each district</li> <li>2.1 Selection criteria and check-list and selection reports</li> <li>2.2 Partner TTPs' progress report</li> <li>2.3 Project's periodical reports</li> <li>2.4 Tracer Study report</li> <li>3. Annual and periodical reports</li> <li>4. Annual and network reports</li> <li>5. Annual reports of cooperatives</li> <li>6.1 Monitoring/supervision reports</li> <li>6.2 Minutes of meetings/ Workshop reports</li> <li>6.3 Review / evaluation reports</li> <li>6.4 Progress reports</li> <li>7. Annual and period reports, including information on the use of the database.</li> <li>8. Workshop reports and action plans.</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic and security situation do not further deteriorate</li> <li>• Competent NGOs are committed to collaborate</li> <li>• Competent and committed TTPs are available within far west region to congregate and train the youth</li> <li>• Unwanted pressures do not take place (due to vested interest) to run the courses and cooperatives</li> </ul>
<b>MAJOR ACTIVITIES</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Appropriate training packages refined and/or developed as per the needs for training delivery</li> <li>2. Appropriate and quality training to targeted youth provided for employability</li> <li>3. <b>Stipend to deserving youth provided for affordability</b></li> <li>4. <b>Network among like-minded agencies in the region established and functional</b></li> <li>5. <b>Technical and financial support to establish two model cooperatives provided</b></li> <li>6. <b>Management system to deliver quality services in place</b></li> </ol>			<p><b>Pre-Condition</b></p> <p>Timely approval and launching of the project.</p>